

unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

Quimper, le **3 AOUT 2023**

Références : ENV-D-23.0 325

Affaire suivie par : Delphine OGEZ

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RECYCLEURS BRETONS (LES) (PLOUIGNEAU)**

ZI de Kerbriant  
Restigou

29610 Plouigneau

Code AIOT : 0005503566

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement RECYCLEURS BRETONS (LES) (PLOUIGNEAU) implanté ZI de Kerbriant Restigou 29610 Plouigneau. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RECYCLEURS BRETONS (LES) (PLOUIGNEAU)
- ZI de Kerbriant Restigou 29610 Plouigneau
- Code AIOT : 0005503566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Recycleurs Bretons exploite un établissement spécialisé dans le tri/transit/regroupement et traitement de déchets.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traçabilité des déchets
- Suites de l'inspection précédente

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Aires extérieures d'entreposage / risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 1.3.	/	Sans objet
4	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
5	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
6	Registre : date entrée déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aires extérieures d'entreposage / signalétique	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Aires extérieures d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points susceptibles de suite relevés lors de la dernière inspection ont tous été levés. L'exploitant utilise l'application Trackdéchets pour le suivi des déchets dangereux ainsi que pour les déchets d'amiante. Il est rappelé à l'exploitant que l'établissement doit être exploité conformément au dossier d'autorisation transmis, en partie les aires de stockage définie dans l'étude de danger doivent être respectées. En cas d'évolution du site par rapport au dossier, l'exploitant doit mettre à jour son dossier en conséquence afin de s'assurer que les modifications apportées n'engendrent pas de risque supplémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aires extérieures d'entreposage / signalétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, signalétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les aires sont clairement délimitées et identifiées par une signalétique adéquate, robuste et explicite
<b>Constats :</b> Chaque aire de stockage était bien identifiée. Un panneau précisant le type de déchet entreposé était accroché aux briques légos délimitant les aires pour chaque aire de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 2 : Aires extérieures d'entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stabilité des tas
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La stabilité des tas ou berges de balles doit être assurée à tout moment. Le gerbage sur plus de 3 niveaux (ou d'une hauteur dépassant 3,5 m est interdit).
<b>Constats :</b> Le stockage des balles de carton et de plastic n'excédait pas 3 niveaux de gerbage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Aires extérieures d'entreposage / risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes , objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier n°19034/1 d'août 2019 éventuellement complété/modifié par les dossiers ultérieurement déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, un tas de bâches plastiques était présent sur la partie sud ouest du site et tournant le long du mur intérieur du site. Dans l'étude de danger, la localisation prévue pour l'entreposage des bâches ne correspond pas tout à fait à la localisation effective de ces bâches. La nouvelle localisation de ces déchets à proximité d'autres déchets est susceptible d'être un aggravant en cas d'accident. Par ailleurs, les dispositions de construction ne sont pas conformes aux hypothèses et conclusions de l'étude de danger. Le mur coupe-feu de 3 mètres en limite ouest du site est absent. Toutefois les matières plastiques stockées ayant été délocalisées, la présence de ce mur coupe-feu n'apparaît pas nécessaire au jour de l'inspection. Néanmoins, il appartient à l'exploitant de rendre l'état de réalisation de ses installations conforme aux hypothèses et résultats de l'étude de danger à l'origine de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué utiliser systématiquement les bordereaux dématérialisés via l'utilisation de Trackdéchets depuis le 1er juillet 2022 qui correspond à la fin de période de tolérance pour l'application de cette obligation réglementaire. Les bordereaux émis par le site concernent essentiellement les batteries, l'amiante et les boues hydrocarburées du bassin de rétention. La fiche inspecteur émise par l'inspection confirme que l'exploitant émet des bordereaux dématérialisés. Concernant les déchets dangereux du site (hors amiante) les bordereaux émis n'enregistrent que la sortie des déchets. Cela s'explique par le fait que soit les déchets sont produits par le site (boues), soit il sont apportés par des particuliers (cas des batteries) et ne doivent pas faire l'objet de bordereau entrant.</p> <p>La différence entre la quantité de déchets d'amiante entrant et sortant qui ressort des bordereaux enregistrés sur les 12 derniers mois est de 14 tonnes. Lors de l'inspection une seule benne d'amiante était présente sur le site. L'exploitant, à partir de ses registres d'entrée et de sortie a déterminé que la quantité d'amiante présente sur site était de 1,8 tonne. Une explication évoquée par l'exploitant pourrait être la prise en compte des bordereaux pour lesquels la société effectue uniquement le transport des bennes d'amiante (bennes mises à disposition sur les chantiers) et qui ne transitent pas par le site.</p> <p><b>Il convient que l'exploitant analyse les bordereaux dématérialisés des déchets d'amiante émis pour comprendre la différence entre la quantité d'amiante entrante et sortante sur le site et les quantités réelles de déchets d'amiante stockées sur site.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 5 : Registre : date sortie déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre : date sortie déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; (...)</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; (...)</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le registre chronologique des sorties de déchets a été présenté. L'exploitant a récemment changé d'outil. Ce nouvel outil permet notamment la communication avec Trackdéchets. Les données entrées dans le registre servent à alimenter Trackdéchets. Le registre présenté n'était pas complet, il manquait notamment les numéros de SIRET ou de SIREN comme prévue par la réglementation. <b>Il convient que l'exploitant fasse évoluer son registre pour que ces informations apparaissent comme demandé par la réglementation.</b></p> <p>Par ailleurs un contrôle par sondage a mis en évidence que le code de traitement du déchet n'était pas toujours bien renseigné. Pour l'amiante le code de traitement indiqué sur site est le R13 alors que le code approprié est le D13.</p> <p><b>Pour les prochains enregistrements dans Trackdéchets comme dans le registre, il conviendra que l'exploitant renforce sa vigilance afin d'assurer le bon remplissage du code de traitement qui va être opéré dans l'établissement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre : date entrée déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; (...)</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; (...)</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> De même que pour le registre chronologique des entrées, il manquait l'information sur le SIRET (SIREN en cas d'éco-organisme prenant en charge la gestion des déchets) dans le registre chronologique des sorties. <b>Il convient que l'exploitant fasse évoluer son registre pour que ces informations apparaissent comme demandé par la réglementation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation du Registre national
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant ne fait pas de sortie de statut de déchets sur son site. Il n'est pas concerné par l'obligation de remplir le registre dématérialisé des déchets. Concernant les informations à entrer sur le registre pour les déchets dangereux du site, celles-ci sont reprises automatiquement de Trackdéchets. L'obligation de remplissage complémentaire du registre dématérialisé RNDTS ne s'applique donc pas au site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>(...)</p> <p><b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral de l'exploitant prévoit que des D3E puissent être accueillis sur le site de Plouigneau. L'exploitant a indiqué n'accepter et ne gérer aucun D3E. Aucune benne de D3E n'a été vue lors de la visite terrain. L'exploitant n'a de ce fait pas contractualisé avec un éco-organisme pour ce site. Cependant l'exploitant a indiqué que l'accueil des D3E serait prochainement mis en place et qu'un contrat avec un éco-organisme était en cours de négociation (signature d'ici 2 mois).</p> <p><b>Il est rappelé à l'exploitant qu'il ne peut gérer des D3E sans avoir contractualisé avec un éco-organisme. L'exploitant transmettra le contrat une fois celui-ci signé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet